

Les subsides

solution adoptée par les Suédois. Nous ne demandons même pas de cesser de construire d'autres réacteurs. Nous voulons simplement que le gouvernement tienne sa promesse électorale de faire mener une enquête sur l'avenir de l'énergie nucléaire. Après Tchernobyl, aucune enquête ne me semble plus importante que celle-ci. Je ne vois rien d'autre qui la surpasse. Les conservateurs ne s'occupent tout simplement pas de ce que leur disent les Canadiens. Qui est déphasé par rapport à la réalité, monsieur le Président? Assurément pas nous, mais bien le gouvernement conservateur.

[Français]

Le président suppléant (M. Leblanc): Questions ou commentaires. La parole est à l'honorable député de Skeena (M. Fulton).

[Traduction]

M. Fulton: Monsieur le Président, dans son intervention, le ministre a comparé le danger posé par le secteur nucléaire, la radioactivité, l'entreposage des déchets, ainsi de suite, à celui du tabagisme et de la conduite d'une automobile. Je trouve que c'est ridicule. Je voudrais demander au député qui vient de parler, de répondre à la question suivante qui se rapporte directement à la question de l'irradiation.

A quelque dose que ce soit, l'irradiation n'est jamais jugée sûre. Malgré cela, les niveaux d'irradiation fixés pour les travailleurs dans les secteurs de l'énergie nucléaire et de l'uranium est de dix fois supérieur à la limite fixée pour le grand public. On s'interroge encore beaucoup au sujet de la base scientifique ayant servi à déterminer ces niveaux. D'après la Commission de contrôle de l'énergie atomique dont le ministre d'État chargé des Mines (M. Layton) et la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) ont parlé, le gardien nucléaire du gouvernement fédéral, tout travailleur exposé à ces niveaux limites court un risque sept à huit fois supérieur de mourir d'un cancer causé par l'irradiation que sa contrepartie dans une industrie sûre, et deux fois et demi plus grand que le taux le plus élevé de morts accidentelles survenues dans l'exploitation des mines et carrières. Même ces données sont jugées à présent par trop modestes.

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement.

Le président suppléant (M. Leblanc): L'honorable député de Lévis (M. Fontaine) invoque le Règlement.

M. Fontaine: Monsieur le Président, ce n'est pas là une question ou des commentaires. C'est un deuxième discours. Il y a d'autres députés de ce côté-ci de la Chambre qui ont demandé à avoir la parole. Il faut vraiment poser des questions ou faire des commentaires, et non pas entendre un deuxième discours du député.

Le président suppléant (M. Leblanc): A l'ordre, s'il vous plaît! L'honorable député de Skeena (M. Fulton) a la parole.

[Traduction]

M. Fulton: Je poursuis, monsieur le Président, après cette interruption inopportune. La preuve que le danger existe provient surtout des études effectuées auprès des survivants d'Hiroshima et de Nagasaki.

M. McDermid: Oh, oh!

M. Fulton: Ces trois dernières années, on a constaté que les survivants avaient été exposés à des radiations inférieures à ce

qu'on croyait. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, les scientifiques ont suivi de près l'apparition du cancer et de diverses autres maladies chez les 80,000 personnes qui ont échappé au bombardement d'Hiroshima et de Nagasaki. On a relié les cancers observés aux doses auxquelles les victimes ont été soumises. Or, on a constaté qu'on avait mal évalué ces doses et que les cancers en question découlent d'irradiations moindres que ce qu'on avait établi à l'origine.

● (1640)

Selon le Dr Edward Radford, président du *National Sciences Committee* des États-Unis sur les effets biologiques des rayons ionisants, les risques de radiation sont au moins dix fois plus graves que ce qui est généralement admis. En ce qui concerne les taux de radiation seulement, sans parler des autres questions de sécurité, c'est-à-dire la sécurité des travailleurs dont le ministre d'État chargé des Mines prétend se préoccuper au plus haut point, nous tenons donc du comité national des sciences aux États-Unis, que nous courons dix fois plus de risques que la Commission de contrôle de l'Énergie atomique ne veut bien l'admettre. Je voudrais savoir si de tels risques ne constituent pas, en soi, une raison suffisante pour ouvrir une enquête publique?

M. Waddell: Évidemment. On découvre sans cesse des faits nouveaux dans le domaine de la radiation nucléaire. J'ai rencontré un groupe de médecins japonais en visite à Vancouver cette année. Ils ont examiné les survivants d'Hiroshima. Je remettrai leur rapport aux députés qui voudront le consulter. Dans ce rapport, ils font état de l'incidence accrue des cancers, des problèmes de tension artérielle et des maladies cardiaques occasionnés par les radiations. On ne fait que commencer à connaître ces effets 20 ans plus tard. Les risques sont rarement pareils et on est encore dans l'inconnu sur ce chapitre, ce qui justifie d'autant plus l'ouverture d'une enquête. Le gouvernement ne parle que d'enquêtes provinciales alors que c'est une enquête fédérale qu'il faudrait effectuer.

[Français]

M. Fontaine: Monsieur le Président, j'ai écouté avec attention le discours du député de Vancouver—Kingsway (M. Waddell) dans une salle très tranquille puisque, depuis une demi-heure, il n'y a pas un seul député libéral ici pour représenter sa circonscription. J'ai donc écouté son discours et, me fondant sur ce qu'il a dit, j'ai un peu essayé de trouver un point, une appartenance à une certaine idée. Je l'entends dire des choses et des particularités négatives, mais je me demande s'il tient compte de l'économie canadienne, notre économie qui produit chaque année 500 milliards de dollars de biens et services.

De plus, je me demande s'il est capable d'apprécier le contexte économique de la question et de voir ce que cela aurait comme effet si on donnait suite à ses idées de courte vue. Si toute l'industrie de développement nucléaire était paralysée au pays, cela aurait des effets parce que vous êtes, vous autres les membres du parti socialiste, des gens qui vivez sur le bras de l'industrie canadienne. Alors si vous continuez à la détruire comme cela, vous ne pourrez plus vivre sur son bras, il ne vous restera que les unions internationales pour vous permettre de faire des représentations... Je vous demande donc de cesser de